

La retraite est aussi l'affaire de la jeunesse : restons mobilisé-e-s pour nos retraites et un avenir sans précarité !

Partout en France, les étudiant-e-s, lycéen-ne-s et de très nombreux-euses jeunes travailleurs-euses ont décidé de participer à la grève contre la réforme des retraites et aux nombreuses assemblées générales de ces dernières semaines. Malgré la répression plusieurs universités et des centaines de lycées étaient mobilisées et enfin des centaines de milliers de personnes ont défilé dans la rue ce 10 décembre pour amorcer cette mobilisation historique !

Alors que les jeunes de moins de 25 ans sont le seul groupe d'âge auquel on interdit l'accès au revenu de solidarité active (RSA), la précarité des jeunes s'aggrave du fait des dernières réformes. Les jeunes travailleur-e-s ont vu leur statut fragilisé par la casse successive du code du travail, les jeunes privés d'emplois voient leurs aides baisser voire disparaître avec la réforme de l'allocation chômage. Il en va de même pour ceux-elle-s en étude : alors que l'autonomie financière est refusée aux lycéen-ne-s, on fait miroiter aux étudiant-e-s une indépendance légale loin d'être une réalité sociale. Ceux-elles-ci subissent un système de bourse infantilisant, insuffisant, injuste et incohérent, qui pousse 1 étudiant-e-s sur 2 à se salarier au dépend de ses études. Quand le gouvernement n'aggrave pas notre précarité, il répond à notre situation par des mesures largement insuffisantes.

La réforme des retraites telle que la prévoit le gouvernement nous condamne à une précarité subie tout au long de notre vie, de notre jeunesse à nos vieux jours. Le passage à un système de retraite par point frappera en effet tout le monde, mais ce sont les générations les plus jeunes qui la subiront le plus durement, en plus du "bizutage social" que nous subissons déjà, avec un départ plus lointain et des pensions plus faibles.

Le gouvernement veut nous contraindre à travailler plus longtemps pour gagner moins. A carrière égale il faudra travailler bien après 67 ans pour espérer bénéficier d'un niveau de retraite similaire à celui d'une personne qui prendrait sa retraite aujourd'hui.

Cette casse sociale acharnée et généralisée, ajoutée à sa coupable inaction du gouvernement sur les enjeux écologiques et climatiques, fait de ce gouvernement le fossoyeur de notre génération dont le droit à un avenir viable et vivable est sérieusement remis en cause.

A cette injustice, le gouvernement ajoute l'indécence : de peur d'être impopulaire, pour faire passer sa réforme ou l'abandonner, il compte se servir des nouvelles générations comme hypothèque. Ils ne l'assument même pas, parlant de « clause du grand père » quand il envisage de n'appliquer sa réforme qu'aux jeunes.

Cette clause est le reflet de l'indécence de la lâcheté de l'injustice d'Emmanuel Macron, qui en plus de tenter de miner la solidarité intergénérationnelle, joue de la division en essayant de monter les différents secteurs entre eux, au lieu d'aligner en améliorant les différents statuts.

Pour que l'allongement de l'espérance de vie continue à être un progrès, nous devons faire un choix de société : celui de consacrer davantage de nos ressources au financement de notre système de retraite par répartition, par l'augmentation des cotisations patronales et l'augmentation généralisée des salaires. Nous dénonçons les fermetures administratives des universités pour empêcher les assemblées générales, les interpellations policières et disciplinaires des jeunes devant les établissements scolaires mobilisées, les attaques de l'extrême droite et les violences policières pour faire taire la jeunesse durant ces mobilisations.

Nous réitérons nos revendications d'abandon de la réforme Macron-Delevoye : la régression sociale ne se négocie pas ! Nous exigeons pour toutes et tous une retraite à taux plein, à 60 ans, avec une adaptation pour les métiers difficiles et la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite. Enfin pour faire face à la précarité des jeunes, nous voulons une aide financière pour les jeunes en formation pour tous les jeunes : pas un jeune ne doit vivre en dessous du seuil de pauvreté !

C'est pourquoi, nous appelons à amplifier la mobilisation en organisant des actions et mobilisations localement le 12 décembre et en se mobilisant massivement le 17 décembre pour nos retraites et contre la précarité partout en France !

Signataires : UNEF, UNL, FIDL, MNL, UEC, Jeunes Ecologistes, Jeunes Génération.s, Jeunes Communistes, Jeunes Insoumis.es, Jeunes socialistes, Jeunes parti de Gauche, Collectif jeunes diplômé-e-s UGICT-CGT.